



Bienvenue à l'Afrique



Les journalistes des pays défavorisés ont besoin de notre soutien. Une très longue expérience, une formation de qualité, des techniques évoluant sans cesse, telles sont les richesses que nous pourrions mieux partager. Et pourtant, malgré les obstacles, l'aide porte ses fruits. La presse africaine devient adulte. Nous le montrons à Genève dans le cadre du Salon international du livre et de la presse.

Cette évolution nous réjouit car le renforcement d'une presse pluraliste et libre est l'une des conditions indispensables au progrès de la démocratie.

La presse écrite n'est qu'un petit volet. Face à l'analphabétisme, c'est la radio qui aide au développement. Songeons à ces petites stations qui avec peu de moyens font des miracles. La Voix du Paysan, dans le nord du Burkina, nous le prouve magnifiquement.

Coiffant l'ensemble des médias, TV 5 devient un véritable navire amiral, dépassant CNN en audience. Elle est l'arme la plus efficace pour renforcer la présence francophone dans le paysage audiovisuel. Hervé Bourges, en publiant ses écrits sur la télé, lance un coup de chapeau à ce concept unique qui marie plusieurs programmes, produit TV 5 Afrique. Et, la chaîne poursuit son élan. Veillons pourtant à ce que la SSR continue à financer une présence suisse. Des craintes se manifestent en effet!

Enfin, au chapitre politique, la DDC (Direction du développement et de la coopération) est également l'un des acteurs qui prouve la diversité de la solidarité dans le monde des médias.

Daniel Favre, président

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Plumes africaines à Genève

Le temps d'un Salon

Genève accueillera à l'occasion du 2^e Salon africain du livre, de la presse et de la culture, du 27 avril au 1^{er} mai 2005, les plus grandes plumes du continent africain ou appartenant à la «diaspora noire», des éditeurs et journalistes spécialistes des littératures africaines autour du thème: «Afrique: littérature, femmes et figures de femmes en littérature.»

À l'heure d'un Afropessimisme omniprésent, disséminé par les «négrologues», on ne peut que saluer la tenue d'un tel événement organisé par le Salon du livre de Genève et qui a bénéficié, dès sa création en 2004, du soutien de la Direction du développement et de la coopération suisse et de l'Organisation internationale de la francophonie ainsi que d'autres partenaires tels l'Union internationale de la presse francophone, l'Institut universitaire du développement (IUED) et l'Union internationale des éditeurs...

Fort du succès rencontré lors de sa première édition, le Salon africain 2005 présente fièrement une librairie foisonnante, des débats, des expositions consacrées à l'art plastique et à la presse. Néanmoins, l'organisation d'une telle manifestation s'apparente à un acte quasi militant. Pourquoi? Parce qu'elle brave une indifférence, sinon des préjugés grandissants et généralisés, envers un continent en proie, il est vrai, à ses pires démons intérieurs: pandémies, guerres civiles sur base ethnique, corruption, dictatures, violations des droits de l'homme... Parce qu'elle réussit à mobiliser les moyens adéquats pour révéler la diversité et la complexité d'une réalité africaine qui s'étend, finalement, bien au-delà des frontières de ce continent. Parce qu'elle affirme, enfin, l'appartenance de l'Afrique au monde qui l'entoure, en invoquant à la fois sa singularité et son universalité.

Le thème «Afrique: littérature, femmes et figures de femmes en littérature» retenu pour l'édition 2005 de ce Salon africain est exemplaire à cet égard. Il inter-

roge la femme dans sa «spécificité africaine» à travers les écritures des romancières d'Afrique subsaharienne, du Maghreb, de Madagascar... Ce sera l'occasion d'aborder des thèmes aussi sensibles que l'excision, la sexualité face au sida et la tradition, la traite des femmes, la radicalisation de l'islam en Afrique noire tout en évoquant la place de la femme dans une société en mutation et son engagement politique.

C'est autour de la Sénégalaise Aminata Sow Fall, issue de la première génération de romancière d'Afrique de l'Ouest francophone et invitée d'honneur de ce salon, que ce fil d'Ariane thématique se déroule entre plusieurs générations d'auteurs et traverse les océans pour appréhender des écritures écloses hors du continent africain.

D'Aminata Sow Fall, en passant par Véronique Tadjou, Ken Bugul, Amanda Devi, Sylvia Serbin, Madeleine Borgomano, Sophie Ekoué, Calixthe Beyala, Tanella Boni, Esther Mujawayo-Keiner, Souad Belhaddad jusqu'à Fatou Diome, Maïssa Bey et Muriel Diallo, ces trois générations de femmes écrivains issues du monde noir, venant des quatre coins du monde, témoigneront de leur engagement à l'endroit d'une «politique au féminin», de leur place dans «une écriture entre deux sexes: masculin féminin», de leur «quête du bonheur», de leur «Désir de paix», «D'amour et d'érotisme», etc., thèmes des divers débats auxquels seront conviés des plumes masculines tels que Nuruddin Farah, Sami Tchak, Kossi Efovi, Jean-Luc Raharimanana, Helon Habila, Abdourahman Waberi et un éminent invité attendu et espéré: l'auteur nigérian Wolé Soyinka, Prix Nobel de littérature.

Les diverses rencontres, à travers ces auteur(e)s et leurs livres, nous font explorer, bien sûr, une sensibilité et un imaginaire qui s'inscrivent dans une histoire commune (colonisation, indépendances, postcolonialisme, migration/mondialisation) mais proposent également une lec-

ture passionnante du monde occidental, tout simplement, parce que l'Afrique ne vit pas en vase clos. C'est également à la découverte de la littérature de la diaspora africaine et des thèmes qui lui sont chers (immigration, intégration, métissage, etc.) que ces dialogues intergénérationnels et transcontinentaux, animés par des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, nous invitent.

Ce programme est complété par une place belle réservée aux éditeurs et éditrices d'Afrique et d'Europe qui débattent de leurs difficultés et leurs combats pour une meilleure diffusion de la littérature africaine. C'est aussi l'occasion pour le public de découvrir sur les rayonnages de la «librairie africaine» une myriade de livres destinés aux jeunes et aux moins jeunes couvrant les domaines les plus variés et de se faire dédicacer ces ouvrages...

Enfin, il convient de mentionner la tenue d'un colloque consacré à l'immense écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma qui nous a quittés en décembre 2003. Organisé par Jacques Chevrier, spécialiste des littératures francophones, en collaboration avec l'IUED, ce colloque sera consacré au thème de «la femme et figures de femmes» dans l'œuvre de l'auteur et sera suivi de la cérémonie de remise du Prix Kourouma récompensant un ouvrage, essai ou fiction, consacré à l'Afrique noire. La presse africaine ne sera pas absente de ce rendez-vous à travers une exposition «Panorama de la presse africaine» proposée par l'Union internationale de la presse francophone à laquelle les médias francophones internationaux et suisses sont associés.

Cette deuxième édition d'un Salon africain au féminin est bel et bien l'occasion de redire qu'«écrire signifie que l'on existe» et que l'Afrique, à travers ses plumes singulières, ses imaginaires foisonnants et ses témoins lucides et courageux, existe et résiste. Merci à Genève et à la Suisse de lui en donner l'occasion!

Sandra COULIBALY

La Suisse vue de Ouagadougou



L'automne dernier, Joanny Tapsoba, directeur de l'antenne de Nouvelle Planète à Ouagadougou, avait merveilleusement accueilli les Suisses participant aux Assises de l'UPF et orchestré la découverte du nord du Burkina. Joanny, par sa stature, ses boubous et son rire, ne passe pas inaperçu. Son surnom «Top 50», lui a été attribué par son ami Frank Musy. Joanny a eu la chance de venir en Suisse.

Quel dépaysement! Il nous livre les impressions de son premier voyage. D.F.

La climatisation cadeau

Avant l'arrivée à l'aéroport de Genève, je fus tout de suite impressionné par la neige, avec toutes les montagnes blanches et surtout entendre les Suisses qui disaient dans l'avion «il a neigé ce matin». Moi, je me disais: «Enfin je vais pouvoir la voir de mes propres yeux!» A ma descente de l'avion, j'ai eu la grande peur de ma vie. Je ne comprenais pas comment il pouvait faire aussi froid dehors et je voyais que tout était blanc, partout, même les gens à l'aéroport. Il n'y avait pas de Noirs, mis à part ceux qui avaient fait le vol avec moi, et la chose la plus bizarre, c'est que mes voisins, à peine descendus de l'avion ne m'ont même pas attendu pour qu'on se dise au revoir: chacun avait l'air bien pressé et triste. Je me posais des questions, à savoir ce qui se passait avec ceux qui ont fait le vol avec moi et qui maintenant ne me parlaient plus, et les nouvelles personnes que je croisais ne répondaient pas à mon bonjour. C'est à ce moment que j'ai compris que j'avais changé de monde.

J'ai été bien accueilli par mes amis suisses, mais les surprises ne faisaient que commencer: pour sortir de l'aéroport la porte s'ouvrait toute seule je me suis posé la question à savoir ce qui se passait dans

ma tête, j'ai commencé à croire aux sorcelleries des Blancs (les chiens qui portent des habits!). Et voilà qu'on s'engage sur l'autoroute: mon collègue qui était venu me chercher s'est mis à rouler à gauche et je me suis demandé s'il en était conscient, mais après il m'a expliqué que ce sont des voies à sens unique. Le lendemain de mon arrivée en Suisse, une chose m'avait vraiment étonné à mon réveil: j'étais tellement pressé de voir la ville de La Chaux-de-Fonds, que j'avais tout de suite ouvert les rideaux et ensuite les vitres: et voilà que je bâille et en même temps il y a la boule qui sort de ma bouche: alors là je ne comprenais plus rien, j'ai refermé la fenêtre et j'ai fait appeler mon logeur parce que je ne comprenais absolument rien! et je lui ai dit que je pensais être malade. Mon ami est tout paniqué et me demande «mais comment, tu viens d'arriver!» et je lui réponds «c'est vrai, mais il y a de la fumée qui sort de ma bouche!», alors il m'a demandé «mais comment ça?» et je lui réponds que peut-être c'était la pollution de Ouagadougou qui ressortait de ma bouche, et il ne voulait pas me croire! Alors je lui ai confessé que dès que j'ouvrais la fenêtre et que je parlais à travers, la fumée ressortait: alors il s'est mis à rire et

moi je ne comprenais plus rien. Par la suite il m'a expliqué le phénomène qui provoque cela.

Que dire de ma première douche suisse! Une véritable douche «froide», alors qu'à mon malheur j'ouvrais la douche chaude! Ce jour j'ai traversé le salon nu pour rejoindre ma chambre en pleine vitesse. Après cet événement j'étais prêt pour sortir et je me suis mis dans un boubou bien brodé que je voulais montrer à tout le monde, et en sortant on me disait «mais écoute, tu ne peux pas sortir avec ces habits et je leur avais répondu tout gentiment, en leur faisant comprendre que ça irait: mais je n'avais pas compris que la Suisse était climatisée partout à l'extérieur et que même les rues de la Suisse ont droit à la climatisation cadeau, parce que chez nous il faut aller dans les grands hôtels pour avoir droit à ce privilège. Par contre, j'ai été étonné de voir que vous écoutiez la radio pour savoir s'il y aura du soleil le lendemain ou pas. Pour conclure, nous disons chez nous qu'il fait beau temps quand le ciel est couvert et à chaque fois que je disais cela en Suisse je me faisais presque «engoller», mais le soleil nous l'avons tous les jours au Burkina!

Joanny

Une revue française le démontre avec autorité

On ne peut transiger sur la pluralité des langues

«Le français est-il foutu?» demande, sans vains chichis, la revue *Panoramiques**, publiée à Paris, dans un épais numéro, vif, riche et plein de panache, sur le naufrage programmé, voulu, organisé par les ennemis et les déserteurs de notre culture, qui souhaitent une Europe anglophone, ou qui s'y résignent.

La réponse, bien sûr, est négative. Mais surtout, elle n'est pas gonflée d'air. Elle s'appuie sur des arguments qui doivent en boucher un coin même aux réalistes, aux économistes, pire encore, aux frimeurs.

C'est un Suisse, M. François Grin, professeur à l'Université de Genève et membre de la Délégation à la langue française, qui fournit la munition la plus explosive. Son article est intitulé «Coûts et justice linguistique dans l'Union européenne». Il y démontre tout d'abord que si l'Union, après son élargissement, décide de traiter 20 langues officielles sur pied d'égalité, les frais de traduction et d'interprétation, dont on prétend souvent qu'ils deviendront insupportables, ne pourront pas s'élever, dans la pire des hypothèses, à plus de 2,4 milliards d'euros par an... sur un budget de 85 milliards. Une proportion – face à l'enjeu: la diversité du Vieux-Continent! – véritablement modeste.

Mais les anglophones, tiens! n'y trouveront pas leur compte. Pourquoi? Les chiffres le disent. En 2002, le ministre britannique de l'Éducation a supprimé, pour les «lycéens» qui préparent l'Université, l'obligation de suivre des cours de quelque langue

étrangère que ce soit. Explication: cette mesure libère des crédits considérables, qui peuvent être investis dans l'enseignement d'autres branches (de l'école infantine aux spécialisations les plus pointues). Crédits vraiment considérables? Sans nul doute.

Le professeur Grin ne donne pas d'indications sur la Grande-Bretagne elle-même; en revanche, il cite une estimation américaine: selon ses sources, les Etats-Unis économisent quelque 16 milliards de dollars par an du seul fait que les cours de langues étrangères y sont réduits au plus strict minimum. Cette somme représente trois fois le budget de la National Science Foundation américaine, laquelle soutient la recherche, et disposera donc bientôt de moyens supplémentaires d'une grande ampleur. Et que signifie tout cela? Une seule réponse logique: la Foundation est, de manière tout à fait involontaire mais extrêmement généreuse, cofinancée par les pays non anglophones qui acceptent de faire de l'anglais l'unique langue internationale! Le même transvasement se produit naturellement en faveur des Britanniques.

Quelques chiffres encore, qui permettent de mesurer la réelle gravité de

la situation. «Même si les non-anglophones, écrit le professeur, font l'effort d'apprendre la langue anglaise, ils n'arrivent pas, sauf exception, au degré de maîtrise qui garantit l'égalité face aux anglophones de naissance: égalité face à la compréhension, face à la prise de parole dans un débat public, égalité dans la négociation et le conflit.

Pour éliminer ce désavantage, un investissement de l'ordre de 12 000 heures d'apprentissage et de pratique serait nécessaire. A raison de quatre heures d'enseignement par semaine et 40 semaines de cours par an, il faudrait 75 années de cours pour atteindre ce total et approcher ce niveau de compétence.»

Conclusion? Voyons enfin que la domination linguistique n'est autre que la domination tout court. Et que nous acceptons progressivement un statut de colonies.

Progressivement... mais très vite. Preuve: il y a huit ans, 41% des documents rédigés au Conseil de l'Union européenne l'étaient d'abord en anglais, et 42% en français; et la statistique de l'année 2002, il y a trois ans, donne 73% des documents rédigés d'abord en an-

glais, 18% en français. Un dérapage totalement incontrôlé.

On recommande chaleureusement aux lecteurs d'Alouette la lecture de ces quelque 200 pages bourrées de réflexions et de données, sur lesquelles nous n'avons évidemment jeté qu'une brève lueur. Et, pour conclure d'une manière un peu moins triste, on précisera que ce numéro de *Panoramiques* a été composé par l'administrateur de l'association Défense de la langue française, qui porte, à nos yeux, un étonnant patronyme: Marc Favre d'Echallens. A Paris, on prononce Echallinsse. Mais il s'agit bien du bourg du Gros-de-Vaud. «Ma famille en est originaire, explique l'intéressé. Or, mes ancêtres ont été des huguenots à l'envers: ils ont quitté la Suisse et gagné la France pour protéger leur foi catholique.»

Nous partageons aujourd'hui sa foi... linguistique.

Jean-Marie Vodoz

* *Panoramiques*, revue publiée par les Editions Corlet et l'hebdomadaire Marianne. Adresse de la rédaction: 106, bd Saint-Denis, F-92400 Courbevoie. Tél.: 00331 43 33 70 34. Fax: 00331 43 33 55 70. Le numéro qui vient de paraître est intitulé «L'avenir s'écrit aussi en français», sous la direction de Marc Favre d'Echallens.

Fonds de solidarité numérique

La preuve par l'acte

Prélever 1% sur les contrats informatiques pour les restituer aux pays pauvres. Tel est le credo du Fonds de solidarité numérique, inauguré le 14 mars à Genève.

C'est l'histoire d'une belle idée qui fait le tour du monde. Voilà un peu plus d'un an se déroulait à Genève le Sommet mondial sur la société de l'information. L'événement était d'importance: il s'agissait d'y étudier les modifications profondes que les technologies de l'information entraînent dans tous les domaines de l'activité humaine. Surtout, on devait y examiner les moyens de lutter contre la fracture numérique (plus de 75% des utilisateurs d'internet sont concentrés dans la partie du monde qui compte moins de 15% des habitants de la planète). A l'issue du Sommet, une déclaration de principe et un plan d'action ont été adoptés. Il fut demandé au secrétaire général des Nations Unies de créer deux groupes de travail, l'un chargé d'étudier le financement de la lutte contre la fracture numérique, l'autre la gouvernance d'internet. Et le prochain Sommet fut agendé pour 2005 à Tunis.

Or, considérant que les questions relatives à la fracture numérique avaient déjà été étudiées de manière approfondie et qu'il était temps de «faire la preuve par l'acte», le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, avança l'idée de créer un Fonds mondial pour la solidarité numérique. L'idée était originale. Elle s'inspirait du Fonds mondial contre le sida. Concrètement, elle consistait à suggérer aux pouvoirs publics de faire en sorte que tout appel d'offres relatif aux nouvelles technologies de l'information (équipements et logiciels) prévoient que l'entreprise qui obtiendrait le marché devrait verser une contribution de 1% du contrat au Fonds, prélevé sur sa marge.

Aussitôt, la Ville de Genève, par le biais de son maire Christian Ferrazino, a proposé son soutien. Mieux: le magistrat suggérerait même d'accueillir le Fonds de solidarité numérique à Genève. On se fera une idée de la rapidité de ce dossier, pourtant complexe, puisque le Fonds sera inauguré officiellement au début de l'année 2005 en présence de nombreux chefs d'Etat! Et l'on imaginera le chemin parcouru pour que le président du Fonds, Guy-Olivier Segond, parvienne à obtenir dans ce laps de temps le soutien (300 000 euros en espèces ou en prestations) de: la République du Sénégal, la République dominicaine, la Ville de Genève, la Ville de Lyon, la Ville de Paris, la Ville de Saint-Domingue, la Ville de Curitiba, la Province de Turin, la Province de Rome, la Communauté urbaine de Lille, du Gouvernement basque espagnol et, excusez du peu, de l'Algérie, du Nigeria, de l'Union africaine, du Maroc et de la France.

Il faut dire que l'idée a de quoi séduire, tant dans sa conception que dans son principe. En plus des Etats nationaux et des entreprises privées, elle mobilise en effet essentiellement les réseaux des pouvoirs locaux – villes, départements, provinces, régions. Ceci pour la simple raison que les

autorités locales étant plus proches des populations, elles sont susceptibles de conduire des actions mieux appropriées à leurs besoins. Et puis, un autre aspect a contribué et continue encore à propulser cette idée: le fait que la présentation du Fonds coïncide avec l'agenda international de l'année 2005, lequel prévoit justement la recherche lancinante de nouveaux modes de financement de l'aide mondiale au développement.

Dans cette création passionnante pour venir en aide aux pays pauvres, relevons le rôle déterminant de la Francophonie. Les soutiens sont certes multiples (Sommet mondial des villes et des pouvoirs locaux, Réseau mondial des régions pour la Société de l'information, Congrès fondateur des cités et gouvernements locaux unis), mais la Francophonie figure en tête de liste grâce à l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et l'Association internationale des maires francophones. Christian Ferrazino et Alain Clerc, secrétaire exécutif du Fonds, ont d'ailleurs fait le voyage de Ouagadougou afin de présenter le Fonds de solidarité numérique au Sommet.

A l'instar du Commonwealth, de l'Hispanophonie, de la Lusophonie ou de l'Arabophonie, il aura d'abord fallu la décolonisation, les progrès des techniques de communication, l'affirmation des identités culturelles et finalement la fin de l'affrontement Est/Ouest pour que la Francophonie apparaisse. Ensuite, il aura fallu passer de la défense de la langue à la diversité culturelle pour amener à l'adhésion de valeurs politiques communes et de règles comme celles du développement durable pour qu'elle trouve sa véritable assise.

Ces efforts et cette histoire permettent d'affirmer que la Francophonie constitue désormais un atout considérable. Et cela, non seulement pour la mondialisation, mais pour la paix dans le monde. Car, tandis que la mondialisation débouche sur une prise de conscience de l'importance des distances culturelles, la Francophonie consiste précisément à organiser la cohabitation culturelle et à donner par conséquent un sens à cette mondialisation. Il s'agit bien là d'un véritable mouvement de solidarité.

Au-delà des langues, à travers la Francophonie, ce sont des cultures, des visions du monde qui s'affirment et qui empêchent de confondre globalisation économique et unité culturelle. Si tout laisse penser que nous nous dirigeons vers une économie mondiale, il est certain qu'il n'y aura jamais de culture mondiale, et c'est heureux. A cet égard, on peut considérer que l'accélération de la mondialisation libérale depuis les années 1980 est une chance pour la Francophonie: elle l'oblige davantage encore à solder les comptes du passé et à améliorer ses capacités à offrir

une alternative à la rationalisation économique, ce grand accélérateur de contradictions culturelles.

Ainsi donc, la Francophonie constitue ce lieu de lecture privilégiée du rapport entre universalité et diversité culturelle. Cette lecture est essentielle pour la paix dans le monde. Cela, à condition toutefois que la Francophonie parvienne à maintenir son rôle de ce passage entre colonisation et mondialisation d'une part, et qu'elle ne cède jamais à un repli sur la seule langue d'autre part.

Car la question centrale que pose et nous pose aujourd'hui la Francophonie, ne le perdons pas de vue, n'est autre que celle-ci: quelle place y a-t-il pour les diverses formes d'expression linguistique et culturelle, dans un univers dominé par des soucis de rentabilité et de gestion optimisée? Etudier la diversité culturelle et ses dispositifs institutionnels apporte un début de réponse pour le moins prometteur. La Francophonie est en effet un observatoire de la démocratisation, un rappel constant qu'il est impossible de penser la culture hors de ses enjeux politiques ou la politique hors de ses déterminants culturels.

Partant, le grand défi de la Francophonie consiste à échapper à l'exclusivité des politiques purement nationales. Celles-ci s'avèrent inopérantes au moment où les forces économiques, elles, s'affranchissent largement du cadre des rapports étatiques. Les Kurdes, les Arabes, les hispanophones, les francophones ont des identités culturelles qui ne correspondent pas aux frontières des Etats nations. Les besoins d'identité ne coïncident plus automatiquement avec les frontières étatiques. Donc, la défense des identités culturelles ne passe plus seulement par la défense des politiques nationales.

Bref, la Francophonie peut devenir un vecteur politique de tout premier plan dans la défense d'un pluralisme alternatif. La création récente du Fonds mondial de solidarité numérique à Genève illustre à elle seule ce potentiel. Ce fonds, soutenu par la Francophonie et de nombreux Etats, constitue une preuve par l'acte d'un possible rapprochement Nord-Sud aussi bien sur le plan culturel que financier.

En tout état de cause, une voix francophone s'affirme sur la scène internationale. A chaque rencontre planétaire portant sur de grands thèmes tels que les questions sociales, la condition féminine ou le développement durable et la liberté de la presse, comme ce fut le cas de Ouagadougou, la Francophonie hausse le ton. Aujourd'hui, elle est en première ligne pour faire adopter par l'Unesco une convention en faveur de la diversité linguistique et culturelle. Demain, qui sait, elle contribuera à construire le cadre d'une instance mondiale alternative efficace, capable de promouvoir le pluralisme culturel et de réduire la fracture Nord-Sud.

Serge Bimpaga, écrivain, journaliste

Brèves

Nouvelles de l'étranger

– Le Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA) veut bannir le jargon anglo-américain des programmes TV et radio, en exigeant l'application de la loi Toubon. Un groupe de travail est à l'œuvre. Sera-t-il entendu?

– La Francophonie a officiellement délégué un ambassadeur auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Il est appelé à tenir un rôle de vigile et à déclencher l'alerte en cas de maltraitance du français dans toutes les institutions de l'Europe des 25.

Rideau de röstli



– Pour les Suisses romands, c'est une barrière, alors que les Suisses allemands parlent de «Graben» d'un fossé. Au Musée romain de Lausanne-Vidy, Laurent Flütsch montre l'évolution de ces différences culturelles qui remontent à 7000 ans! D'un côté de la Sarine, la peur est incarnée par le loup, de l'autre par la chouette. En 1848, le franc s'impose face au gulden. Ainsi, le visiteur peut voir ce qui nous différencie: les jeux de cartes, le style des programmes de radio et de TV et parcourir les résultats des votations fédérales! (Jusqu'au 15 janvier 2006.)

Les fiches jaunes aussi par courriel

– Votre cotisation comprend l'abonnement à ALOUETTE et aux fiches mensuelles Défense du français. En lieu et place de la version papier, vous pouvez désormais recevoir par courriel les 6 mots décortiqués par André Panchaud. Si c'est votre choix, adressez un message à abo@francophonie.ch. Accompagné de votre adresse électronique, et si possible de votre numéro d'abonné (il figure sur l'étiquette). Grâce à un mot de passe que vous recevrez par courriel, vous aurez la possibilité de rechercher sur notre site internet les anciennes fiches. ALOUETTE a également pris place sur www.francophonie.ch.

Salon du livre à Genève

– Bienvenue au village africain! L'UPF présente un panorama de la presse dans plusieurs pays. Grâce à l'ASJLF, des duplex en direct avec des radios complètent cette présentation. Voici également les dates des prix annuels remis par les médias! Jeudi 28 avril: le 13e Prix Pascal-Arthur-Gonet. Vendredi 29 avril: le Prix TSR du roman et de la littérature ado. Samedi 30 avril: le Prix des auditeurs de la RSR.

D.F.

T'as pas dit ça!

La RSR corrige mais ne dénonce pas

Avec tact mais sans complaisance, telle est la devise que je partage avec Jean-Claude Arnaudon, animateur et producteur, pour inviter nos collègues de micro à respecter la langue française.

Désignés en début d'année par le directeur de la RSR Gérard Tschopp pour relever les écarts de langage, nous avons choisi de rédiger une fois par mois une lettre exclusivement réservée à nos confrères via la messagerie interne de l'entreprise. Si nous avons une devise, nous avons aussi une méthode. Nous corrigeons mais nous ne dénonçons personne.

Assez. N'en jetez plus. Faute de parvenir à un langage épuré de tout écart, une mission impossible si tant est que nous travaillons le plus souvent sans filet, dans l'urgence, l'improvisation ou la spontanéité, nous essayons de faire acquiescer des réflexes d'autodéfense contre des erreurs rabâchées, des habitudes qui deviennent des tics, des invasions sournoises comme les anglicismes ou les germanismes.

Forts de toutes ces convictions, nous nous efforçons de repérer les bévues, les fautes et les dérapages. Jean-Claude Arnaudon en sélectionnant chaque mois un programme: La Première, Espace 2, Couleur 3 ou Option Musique. Moi en écoutant toutes les productions de l'Information sur les quatre chaînes.

Mais nous ne sommes pas seuls. Le courrier des auditeurs est une source d'inspiration non négligeable. Pointues, les lettres! Agacées aussi, souvent à juste titre. Sa-

vantes, très savantes souvent. Erudites parfois. Autre source extrêmement fiable, les messages de nos collègues qu'ils soient d'antenne ou de l'administration tout aussi irrités par les erreurs ou bêtises entendues. Grossières parfois mais aussi si subtiles que nous nous devons de réécouter et re-réécouter pour être tout à fait certains qu'une correction s'impose. «Non, t'as dit ça?», «il a dit ça!», «elle a pas dit ça?», «ben, j'ai dit ça.» Question du confrère ou de la consœur, exclamation (supposée) de l'auditeur, interrogation du rédacteur en chef, consternation de l'auteur, les erreurs agacent tant que le titre de notre lettre s'est facilement imposé. Le numéro 1 de *T'as pas dit ça* est paru en février,

Au sommaire de la première lettre: l'accumulation des anglicismes, une invasion, une déferlante qui tient plus de la tendance, du jeunisme et de la paresse intellectuelle. Et nous nous sommes fâchés contre l'utilisation, fautive, du nom Tchèque en plaidant pour République tchèque. Dans la deuxième lettre, nous avons relevé les erreurs de liaisons, récurrentes, qui toujours doivent être aussitôt rectifiées à l'antenne. Quelques gros dérapages plus loin, nous nous sommes attaqués aux tics de langage (dont Jean-Claude et moi ne sommes d'ailleurs pas dépourvus et nous faisons ici

publiquement notre mea culpa), ces expressions presque toujours inutiles mais d'un certain confort pour s'installer à l'antenne dans une chronique ou par souci de spontanéité. Ce sont les «écoutez... alors... en fait... effectivement... finalement... et autres, en effet ou... pour tout vous dire...». Evidemment!

Et nous avons mis le doigt sur les effets pervers du «copier-coller» qui, heure après heure, distille la même expression à en rebattre – et non rabattre – les oreilles de nos auditeurs. Si nous luttons pour défendre le bon français à l'antenne, si nous militons pour une meilleure articulation

et la prononciation exacte des lieux et des patronymes (si subtile en Suisse romande) nous ne dénonçons jamais nos collègues. Nous ne donnons aucun indice qui permettrait de les identifier. Parce qu'aucun de nous n'échappe à l'erreur grammaticale, à l'articulation approximative ou au risque de prendre un mot pour un autre. Eviter tout cela est impossible. Limiter les dégâts et batailler contre les barbarismes qui écorchent les oreilles, oui.

Michèle Jaccard Journaliste RP
Responsable de la formation
des journalistes RSR

La chronique du linguiste

SWISS

D'une dénotation quasiment neutre à une connotation franchement détestable, ou de la pub SWISSidaire à la SWISSite aiguë!

Si SWISS MADE, à l'instar de MADE in GERMANY, put longtemps être considéré comme une dénomination neutre et même plutôt positive, car véhiculant des qualités certaines, cette sobre acception n'a plus cours de nos jours. En effet, depuis une quinzaine d'années le monde a bien changé. N'ayant plus besoin de louvoyer et de biaiser, l'idéologie capitaliste, enfin débarrassée de son masque altruiste, révèle ses ambitions réelles: le profit à tout prix, rien que le profit, tout de suite et coûte que coûte! Et puisque cet odieux avatar de l'espèce humaine jargonne en créole états-unien, les «alliés convaincus» ou résignés se prennent au psittacisme. Aussi la Suisse va-t-elle valeureusement collaborer, vu que plus vite on se rangera du côté du plus fort, plus rapidement les blessures seront indolores. C'est donc dans cet état d'esprit que la trahison s'active, la fierté helvétique se fondant allégrement dans le grégaire ricain: ainsi s'amorce le SWISSide suisse qui, nonobstant la résistance d'obstinés combattants esseulés, annonce une reddition peu glorieuse. Comment expliquer cette fonte inexorable des dernières convictions, ce SWISSelet honteusement gonflé, bâtard SWISSelard à la face SWISShideuse? Pourtant le fantôme de Hameln refait lentement surface, profilant à l'horizon de fatals et funestes présages. «Des noms funestes» était justement déjà le titre d'un judicieux article de Fredy Gsteiger (*Le Temps*, 10.10.02), consacré aux dérives lexicales en pleins remous SWISS dairy food, dairy (laitier) étant évidemment régulièrement confondu avec daily (journalier): «Mais personne ne nous parle de la vraie raison pour laquelle ces entreprises autrefois respectées, fières et profitables, sont désormais en crise. Hélas, l'explication est évidente: elles ont mal supporté le changement de nom. L'appellation anglo-saxonne

ne leur a pas porté bonheur. Souvenons-nous: quand SWISS dairy food était encore la bonne vieille *Verbandsmolkerei*... elle ne faisait certes pas des profits faramineux mais elle était solide et immuable... Unique Airport était une histoire à succès quand il s'appelait encore *Flughafen Zürich-Kloten* - une bévue à laquelle j'avais moi-même fait allusion dans *Coachons Sale Bachelor Master* (*Alouette*, mars 2004), rappelant que la prononciation anglaise approximative rendait *enuque* Unique, logique conséquence de la perte de *Kloten* (c..illes en néerlandais!). Toujours selon F. Gsteiger, «Skyguide était l'incarnation du perfectionnisme suisse sous son nom d'origine, comme SWISS Life, la bonne vieille *Rentenanstalt*...» Et de conclure pertinemment: «Une fois la renommée ruinée, on commence à renommer ou vice-versa.» Ce n'est donc pas un hasard si bon nombre de SWISS entreprises et organisations «se plantent» lamentablement comme si la délation ne rapportait plus, comme si vendre son âme ne faisait plus recette. Bref, dressez la liste des faillites SWISS et vous verrez que cette minable étiquette est bien lourde à porter, que ce soit dans le monde économique ou le domaine sportif. Comparez SWISS Ski, SWISS Olympic etc. avec le *Schweizer Eislauf-Verband - Union suisse de patinage!*

Erich Weider

1. Malheureusement, leur site porte un nom invouable, et que penser des insanités d'une «Kranken Kasse» profanant la culture locale: «HELSANA - SWISS running walking trail»? Ne serait-ce pas un cas d'école pour l'apatride SWISS Moot Court?

P.-S. J'étais sur le point d'envoyer ma chronique lorsque, le 24 mars au matin, 24 Heures titrait: «Swisswinebar débarque à Lausanne.» Nos ignares mercaticiens, couards spécialistes en contre-productivité avaient donc encore frappé; incroyable! Rabaisser nos vignobles au rang de vineyards, c'est ignoble!

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.
Téléphone 021 653 12 20.
CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination: Monique Balmer.

Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.- par an.

Impression: IRL s.a.

Publicité: page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE